

Analyse des enjeux de pouvoir et du jeu des acteurs du Mouvement
du 5 juin : Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP)

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 5 MARS 2024

1534

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Scandale de corruption dans l'attribution des marchés de cartes AMO et biométriques

Le ministère de la Sécurité et de la Protection civile et la Primature cités



Burkina Faso : Le Premier ministre dénonce l'influence
néfaste des impérialistes



Koupit Adamou :
La Chine vient avec un esprit de coopération nouveau

Dengue

Maladie causée par un virus du genre *Flavivirus*, transmis par la piqûre du moustique femelle appelé *Aedes aegypti*

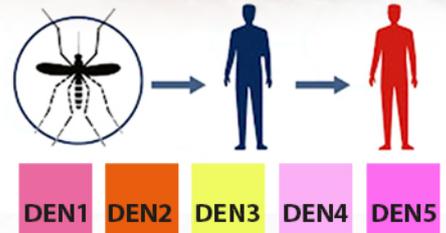


CAUSES

Piqûre du moustique femelle *Aedes aegypti*



5 sérotypes du virus de la dengue



SYMPTÔMES

Temps d'incubation :
4 à 10 jours après la piqûre



DENGUE CLASSIQUE

- Fièvre élevée (de 38°C à 40°C)
- Maux de tête
- Fatigue
- Douleurs dans le corps
- Forte fatigue
- Eruption cutanée (rash)
- Douleur derrière les yeux
- Douleurs musculaires et articulaires
- Nausées et vomissements
- Taches rouges sur le corps
- Douleurs abdominales (surtout chez les enfants)
- Durée : 2 à 7 jours

DENGUE HÉMORRAGIQUE OU DENGUE SÉVÈRE

- Symptômes de la dengue classique
- Intenses maux de ventre ou douleurs abdominales
- Agitation ou léthargie (sommolence)
- Vomissements qui persistent, avec ou sans présence de sang
- Cyanose
- Soit excessive et bouche sèche
- Difficultés respiratoires
- Pouls rapide ou faible
- Hépatomégalie douloureuses
- Extrémités froides, peau pale, froide et humide
- Chute de tension (hypotension)
- Saignements de nez, des gencives ou sous la peau
- Taches rouges sur la peau

TRAITEMENTS & VACCIN



Un vaccin est disponible*



Paracétamol



Repos



Anti-inflammatoire



ATTENTION : n'utilisez pas de médicaments à base d'acide acétylsalicylique (Aspirine)

BONS CONSEILS & PRÉVENTION



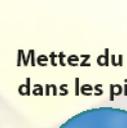
Consultez toujours un médecin en cas de dengue



Faites vous vacciner contre la dengue*



Éviter l'eau stagnante



Mettez du chlore dans les piscines



Utilisez un spray anti-moustique

*Le vaccin est disponible dans certains pays, mais réservé aux personnes déjà infectées par la maladie



MALIKILÉ Sensibilisation

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

P.14



P.18



P.23



/ Une /

Scandale de corruption dans l'attribution des marchés de cartes AMO et biométriques :
Le ministère de la Sécurité et de la Protection civile et la Primature cités

P.4

/ Breves /

Burkina Faso : Le Premier ministre dénonce l'influence néfaste des impérialistes

P.13

Délestage au Mali : Le silence coupable des associations de consommateurs
et de l'UNTM

P.14

Préparation du ramadan au Mali : Des défis dans un climat de vie coûteuse

P.15

Déficit de communication : Le talon d'Achille des autorités maliennes

P.16

/ Actualité /

Mali : La communication gouvernementale désormais entre les mains de videomans ?

P.18

Mali : AEEM a une part de responsabilité dans les violences

P.19

/ Politique /

TDR du Dialogue inter maliens pour Paix et la Réconciliation Nationale:

P.23

Le Document sera remis au Président de la Transition ce lundi

Analyse des enjeux de pouvoir et du jeu des acteurs du Mouvement du 5 juin :

P.25

Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP)

/ Culture & Société /

Dune étoilée : Des scientifiques résolvent le mystère qui se cache derrière les plus
grands sables du désert de la Terre

P.30

/ International /

Koupit Adamou : La démocratie chinoise est orientée vers la promotion
de l'intérêt de la nation

P.31

Koupit Adamou : La Chine vient avec un esprit de coopération nouveau

P.32

Edmonde Fonton : Les relations sino-africaines s'inscrivent dans des perspectives
intéressantes au bonheur des peuples africains et chinois

P.33

/ Sport /

Coupe CAF :

P.34

Les blancs ont été corrigés par la RS de Berkane (Maroc)

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société Agence Malienne de Presse et d'Informations
(AMPI)

Siège: Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass –
Faladié (Bamako – Mali)

Email: ampikile@gmail.com

Site Web: www.malikile.com

Contacts: +223 70 44 22 23

• **Gérant:** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef:**

• **Rédaction Générale:** Moctar Sow, Karamako B. KEITA,
Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin
Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba
Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial:** Youssouf Diarra

• **Secrétariat:** Fatou SISSOKO



Scandale de corruption dans l'attribution des marchés de cartes AMO et biométriques Le ministère de la Sécurité et de la Protection civile et la Primature cités

Le Réseau des Associations Maliennes de Lutte contre la Corruption et la Délinquance Financière, en abrégé (RAMLCDF) a récemment jeté un gros pavé dans la mare en dénonçant auprès du Procureur du Pôle National Economique et Financier des « faits susceptibles de constituer des infractions ayant occasionné des pertes pour le Trésor public cachant une atteinte aux biens publics, à l'occasion des marchés de cartes AMO, de cartes dites biométriques ». Une réactualisation du dossier et des investigations s'impose.

Un scandale, qui a récemment refait surface, met en lumière des pratiques douteuses et des suspicions de corruption, de délit d'initié et de blanchiment d'argent qui affectent le secteur des cartes AMO et biométriques au Mali. Ces allégations, depuis plusieurs années révélées par notre confrère le Sphynx, ont été por-

tées à la connaissance du public par un réseau citoyen vigilant, qui a dénoncé une atteinte aux biens publics à travers des manœuvres frauduleuses visant à favoriser certaines sociétés au détriment de l'intérêt général. Entre les pertes sèches, les manque à gagner et autres types de déperdition des deniers publics, l'Etat du Mali a

encore été traitée en vache laitière.

Selon les informations que nous avons recueillies, des marchés ont été attribués de manière opaque à des entreprises créées pour les besoins de la cause, mettant en péril la sécurité des données des citoyens maliens et compromettant l'accès à



ces informations cruciales. Ces agissements soulèvent des questions sur la transparence des procédures d'attribution des marchés et la véracité des contrats signés par le gouvernement.

Ont été cités au fil du temps, le ministre de la Sécurité et de la Protection civile, à l'époque, Salif TRAORE, d'ailleurs interpellé devant l'Assemblée nationale.

Le ministre de l'Economie et des Finances, à l'époque Boubou Cissé est également cité. Mais la principale mise en cause est la Caisse Nationale d'Assurances Maladies (CANAM) qui, « avant même la fin des négociations (qui était en cours), a, parallèlement, lancé un appel d'offres, pour la confection de nouvelles cartes AMO, approuvé par le Directeur Général des marchés publics, Ben Haïdara, pourtant président de la commission de négociation de prix, pendant que ces négociations continuaient, certainement une astuce pour dé-

coupler et casser le marché, au mépris du décret qui prônait le couplage de la carte d'identité biométrique et de la carte de l'assurance maladie. Pourtant, tout laisse à croire que les responsables de la CANAM de l'époque ont procédé à un fractionnement, pour pouvoir produire lesdites cartes, à travers les marchés suivants, en lien avec le marché annulé à des sociétés qui venaient juste d'être créées, apparemment pour les besoins de la cause ».

Il est particulièrement troublant de constater que le marché initial, annulé après validation du contrat, aurait pu répondre aux besoins de la population de manière plus efficace et économique. Les coûts élevés des marchés ultérieurs soulèvent des soupçons légitimes quant à la gestion des deniers publics et à l'intégrité des acteurs impliqués, notamment au sein de certains ministères et de la Primature.

Face à ces révélations préoccupantes, il est impératif que les autorités com-

pétentes ouvrent une enquête approfondie pour identifier les responsables de ces actes graves. La collaboration des parties concernées, y compris des entreprises attributaires des marchés, est essentielle pour faire toute la lumière sur cette affaire et rendre des comptes à la population malienne.

Il est crucial que les autorités judiciaires prennent des mesures fermes afin de faire toute la lumière sur de tels abus et de restaurer la confiance du public dans l'intégrité de nos institutions. La lutte contre la corruption et la protection des biens publics doivent être des priorités absolues pour garantir un avenir juste et transparent pour tous les citoyens maliens.

Dans le contexte décrit, il semble que le Réseau des Associations Maliennes de Lutte contre la Corruption et la Délinquance Financière (RAMLCDF) ait identifié une possible affaire de non-conformité des cartes fabriquées par rapport aux spécifications et exigences de la CEDEAO. Il est mention-



né trois départements impliqués : la Primature, le ministère de la santé et du développement social, et le ministère de la sécurité.

Lors des négociations, le ministre d'État, ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation aurait exigé de coupler toutes les cartes pour réduire les dépenses de l'État. Cette décision aurait potentiellement permis d'économiser plusieurs milliards grâce à sa vigilance et à son souci d'alléger les charges de l'État. Cette proposition du ministère

d'État, si elle est mise en œuvre par les ministères intervenant dans le dossier permettra une plus grande transparence et une réduction drastique des coûts.

Selon ses déclarations, Cissé Technologies serait disposé à mettre à disposition son expertise technique devant la justice pour prouver que les cartes produites ne respectent pas les normes de la CEDEAO telles qu'indiquées dans le guide et les spécimens. Cette assistance pourrait inclure des informations détaillées sur les spéci-

fications non conformes et les conséquences de cette non-conformité.

Il est impératif que les autorités compétentes mènent une enquête sur cette affaire, qui semble remonter jusqu'au sommet du gouvernement, afin d'assurer la transparence et l'intégrité des processus gouvernementaux.

Affaire à suivre donc.

■ **Moctar Sow**

SALON DES
MEDIAS
DU MALI

3 EME
ÉDITION



DU 09 AU 12 MAI

2024

l o a d i n g . . .

■ Présidence de la République du Mali



Koulouba | 04 mars 2024 | #Gouvernance

Remise au Président de la Transition du rapport général des termes de référence du Dialogue inter-malien pour la paix et la réconciliation nationale

Le Président de la Transition, Son Excellence le Colonel Assimi GOÏTA, Chef de l'État, a officiellement reçu, ce lundi 4 mars 2024, à Koulouba, le rapport général des termes de référence du Dialogue inter-malien pour la paix et la réconciliation nationale des mains du Président du Comité de pilotage dudit Dialogue. Ont pris part à cette cérémonie le Premier ministre, le ministre de la Réconciliation, le ministre d'État, ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, le Président du Conseil national de Transition, ainsi que des membres du Gouvernement.

Avant de remettre le rapport au Chef de l'État, le Président du Comité de pilotage du Dialogue inter-malien pour la paix et la réconciliation nationale, M. Ousmane Issoufi MAÏGA, a fait le compte-rendu du déroulement des travaux préliminaires au Dialogue devant se dérouler à tous les niveaux : communal, cercle, régional, district du Bamako ainsi que dans les consulats et ambassades.

Selon M. Ousmane Issoufi MAÏGA, au cours des discussions dans les groupes de travail aussi bien que dans les plénières, l'objectif demeurait le même, à savoir comprendre les causes profondes des conflits qui assaillent le Mali depuis plus d'une décennie en vue de trouver des solutions idoines à travers un dialogue franc et sincère entre tous les fils du pays. Il s'agit donc, selon lui, d'interroger sans complaisance les valeurs maliennes afin d'y puiser les ressources nécessaires et susceptibles de poser de bonnes bases pour la paix et la réconciliation nationale.

Le Président de la Transition est présenté comme le nouveau héros qui donne la leçon aux ennemis de la Nation malienne en reconstruisant ce qu'ils ont détruit.

Ces termes de référence, préliminaires indispensables au démarrage du dialogue décentralisé, sont le fruit de 20 jours de travail acharné dans les commissions thématiques avant leur validation lors de l'atelier de validation.

Le Comité de pilotage du Dialogue inter-malien pour la paix et la réconciliation nationale a apprécié l'accompagnement des autorités maliennes de la Transition tout au long de ces travaux qui ont abouti à ces termes de

référence mais aussi au règlement intérieur du Comité.

M. Ousmane Issoufi MAÏGA exhorte donc les Maliens au rétablissement de la paix à travers un sursaut patriotique. Selon lui, le Mali a besoin de tous ses fils qui



■ Présidence de la République du Mali



Kidal | 02 mars 2023 | #Œuvres Sociales

Œuvres sociales : Kidal bénéficie de la générosité du Chef de l'État

L'équipe des œuvres sociales du Président de la Transition, conduite par le Conseiller spécial, M. Aguibou DEMBELE, a procédé le samedi 2 mars 2024 à la remise de 100 kits alimentaires à 100 familles en situation difficile de la région de Kidal.

Cette visite s'inscrit dans le cadre du programme d'assistance à plus de 800 familles à la veille du mois sacré de ramadan. L'objectif est de contribuer à la satisfaction des besoins des couches les plus vulnérables durant ce mois béni de ramadan.

Cette remise de dons vient à point nommé, tant les besoins sont immenses dans la ville de Kidal, a indiqué le maire de la commune urbaine de Kidal, M. Akhmouden Ag IKMASS, qui a précisé que ce geste du Président de la

Transition vient, à juste titre, atténuer les souffrances de plusieurs Chefs de famille et confirme une fois de plus la détermination des autorités de la Transition à préserver l'intégrité de l'ensemble du territoire national. Il s'est réjoui de la présence à leurs côtés des Forces armées maliennes de défense et de sécurité depuis leur retour le 14 novembre 2023.

Ce kit alimentaire était composé de 100 sacs de riz de 50 kg, de 100 sacs de sucre de 50 kg, de 100 bidons d'huile de 20L et de 100 cartons de pâtes alimentaires de 25 kg. Cette remise marque l'attachement des plus hautes autorités au bien-être des populations en tout temps et en toutes circonstances, a précisé M. Bakary DIALLO, Directeur de cabinet du Gouverneur de la région de Kidal.

Pour sa part, M. Aguibou DEMBELE, Conseiller spécial du Président de la Transition, a encouragé les Maliens à prendre exemple sur le Chef de l'État en participant à cet élan national de solidarité et à continuer à œuvrer pour le bien-être des couches démunies de la société



Ambassade de Chine au Mali



L'Ambassadeur CHEN Zhihong et le Ministre Ibrahim Ikassa MAIGA ont participé ensemble à la cérémonie d'ouverture d'une formation sur la lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite, co-organisée par la Commission indépendante contre la corruption de la région administrative spéciale de Hong Kong de la République populaire de Chine et Office Central de Lutte contre L'Enrichissement Illégitime de la République du Mali.



Hamza B Sow



Après 06 mois de détention, tu devais retrouver ta liberté ce 04 Mars mais Allah a décidé autrement.

En effet le camarade et frère Ben Le Cerveau vient d'être placé encore sous mandat de dépôt.

Je joins ma voix à celle de ta famille pour implorer la clémence de la justice

Je ne souhaite pas la prison même à celui qui veut ma mort tellement qu'elle brise l'Homme

Cordialement, fraternellement et sensiblement par Hamza B Sow



Mamadou le Sage Officiel



Après l'échec du meeting, les révélations de Mountaga Tall sur lui, la diffusion de la conférence de presse de ses opposants sur ORTM, il est dans Ramba
Bientôt le bateau sera forcé à garer avant qu'il ne chavire

Sory Haidara



ADAMA BICTOGO AUX DEGUERPIS DE GESCO:

« Je donnerai mon salaire de 800.000 F par mois, pour les 5 années de mon mandat à GESCO, ce qui fait 40 millions. Ce que je subis n'est rien à côté de ces enfants qui perdent leur école et qui perdent leur lieu d'habita-



Ras Dial Ras Dial



1er Congrès de la Communauté Sunnite du Mali, l'imam Dicko conserve son Poste de Coordinateur Général.

Mamadou Ismaila KONATE



@vieuxmko

Incontestablement cette image est la plus belle, la plus expressive de la douleur humaine, dans un pays où l'on est définitivement incapable de fournir le confort de base : l'énergie ! Avec un humour décapant, conforme à la draconienne prescription en matière de liberté d'expression, qui exige de s'exprimer sans bruit ni gestes déplacés,

@soksygims

décide de ranger ses affaires, le baluchon sur la tête, de quitter la ville, direction le village, bye bye Bamako, allons goûter à la vie au village et découvrir le clair de la lune. #PourLeMaliJeDis

■ @SambaKon6



C'est avec une profonde tristesse que je viens d'apprendre le décès de SEM

@AMGKodjo

, digne et défenseur de la démocratie, homme pacifique. J'adresse mes condoléances les plus attristées à sa famille biologique et politique. Il est important qu'une autopsie soit faite impérativmt



■ Umaro Sissoco Embaló



@USEmbalo

Reçu aujourd'hui par le Président de l'Etat de #Palestine SE Mahmoud Abbas, je le remercie grandement pour la chaleur de l'accueil et la décoration dont il m'a honoré. Nos travaux ont porté sur la Paix de la région et le renforcement de nos relations bilatérales.



■ Demba Diop



@dembadiopci

L'amour qui a survécu aux déceptions et trahisons. L'amour qui s'est forgé à travers les rires et les larmes d'un couple qui s'est découvert après la passion du début. L'amour qui fait qu'on s'aime soi-même car c'est à travers l'autre qu'on apprend à s'aimer, prend du temps.

COMMUNIQUÉ

DIRECTION GÉNÉRALE



Le Directeur Général de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) informe les rentiers d'accidents du travail du district de Bamako que l'INPS procédera à un contrôle physique de tous les rentiers de Bamako.

Le contrôle physique des rentiers de Bamako est prolongé jusqu'au 16 février dans toutes les agences principales de l'INPS de Bamako, ainsi qu'au niveau de l'inspection générale à l'immeuble ECOBANK.

Ce contrôle concerne tous les modes de paiement, y compris la caisse et les virements bancaires.

Les bénéficiaires doivent se munir des pièces suivantes :

- Une pièce d'identité en cours de validité ;
- Le Carnet AT ou le numéro AT.

La Direction Générale de l'INPS compte sur la bonne compréhension de tous les concernés.

Bamako, le 06 février 2024
La Direction Générale

Burkina Faso

Le Premier ministre dénonce l'influence néfaste des impérialistes

Le Premier ministre burkinabè, Me Apollinaire Kyelem de Tambèla, a fait des déclarations percutantes lors d'une allocution lundi, accusant la CEDEAO d'être manipulée par des impérialistes pour entraver les efforts de souveraineté déployés par l'Alliance des États du Sahel (AES).

Dans son discours, Me Kyelem a établi un parallèle avec la période de la colonisation, soulignant que ce sont désormais des Africains qui sont utilisés à travers la CEDEAO pour porter préjudice à d'autres Africains. Il a dénoncé la présence de ce qu'il qualifie de "valets locaux", des individus prêts à tout pour montrer leur allégeance aux impérialistes et garantir que ceux-ci ne remettent jamais en question leur fidélité, que ce soit par des actions concrètes ou des paroles.

Le Premier ministre burkinabè a ainsi mis en lumière une problématique complexe où des intérêts extérieurs

interfèrent avec les dynamiques internes de l'Afrique, mettant en péril la souveraineté et le développement du continent. Ses propos soulèvent des questions cruciales sur la nature des relations entre la CEDEAO, les acteurs locaux et les forces extérieures, ainsi que sur la capacité des pays africains à défendre leurs intérêts face à des pressions internationales.

Cette déclaration du Premier ministre burkinabè sonne comme un avertissement sur la nécessité pour les pays africains de rester vigilants et unis face aux ingérences étrangères qui pourraient compromettre leur autonomie et leur avenir. Elle souligne également l'importance pour les institutions régionales telles que la CEDEAO d'agir dans l'intérêt des peuples africains et non pas au service d'agendas extérieurs.

Les propos du Premier ministre Me Apollinaire Kyelem de Tambèla mettent en lumière des enjeux cruciaux de souveraineté et d'indépendance en Afrique, invitant à une réflexion approfondie sur les relations entre les acteurs locaux, les institutions régionales et les puissances étrangères dans un contexte de plus en plus complexe et concurrentiel.

Fatou Sissoko



Délestage au Mali : Le silence coupable des associations de consommateurs et de l'UNTM

Alors que les coupures d'électricité continuent de perturber la vie quotidienne des Maliens, le silence persistant des associations de consommateurs et de l'Union nationale des travailleurs du Mali (UNTM) soulève des questions sur leur rôle dans la défense des intérêts des citoyens.

Face à la crise énergétique qui sévit dans le pays, les Maliens s'attendaient à ce que les associations de consommateurs et les syndicats comme l'UNTM prennent la parole pour dénoncer cette situation intolérable. Cependant, leur silence sur cette question cruciale laisse beaucoup à désirer et suscite des critiques de la part de la population.

Les Maliens se tournent vers ces organisations pour défendre leurs droits et intérêts face aux défis auxquels

ils sont confrontés. Cependant, l'absence de réaction de leur part face aux délestages prolongés suggère un manque de leadership et d'engagement envers les préoccupations réelles de la population.

Nos compatriotes exhortent les associations de consommateurs et l'UNTM à sortir de leur mutisme et à prendre position contre le délestage sauvage, qui impacte négativement la vie quotidienne de millions de citoyens. Ils appellent ces organisations à jouer leur rôle en faisant pression sur les autorités pour trouver des solutions durables à cette crise énergétique et à défendre les droits des consommateurs en matière de fourniture d'électricité.

Les associations de consommateurs et la centrale syndicale ont un rôle essentiel à jouer dans cette mobilisation pour défendre les intérêts et les droits des Maliens face à cette crise.

A.S.

ARC EN CIEL



Préparation du ramadan au Mali : Des défis dans un climat de vie coûteuse

Le mois sacré du ramadan c'est dans quelques jours. Les Maliens se préparent traditionnellement à jeûner, à prier et à se réunir en famille pour partager des repas festifs. Cependant, cette année, la préparation au ramadan est marquée par des défis supplémentaires liés au coût élevé de la vie dans le pays.

Augmentation des prix des denrées alimentaires : Les prix des denrées alimentaires de base, tels que le riz, la farine, l'huile, ont augmenté de manière significative ces derniers temps. Ce qui rend difficile pour de nombreuses familles maliennes de subvenir à leurs besoins alimentaires quotidiens, sans parler des dépenses supplémentaires associées à la préparation des repas de rupture du jeûne pendant le Ramadan.

La situation économique difficile, exacerbée par les effets de la pandémie de COVID-19, le départ de Barkhane, de la Minusma bref des forces étrangères, des ONGs fran-

çaises, de certaines structures locales et les conflits persistants dans certaines régions du pays, a entraîné une augmentation du chômage et de la pauvreté, ce qui rend encore plus difficile pour de nombreux ménages de faire face aux dépenses accrues pendant le mois du ramadan.

Le délestage électrique chronique, qui affecte de manière disproportionnée les quartiers de la capitale et des régions, constitue un autre obstacle majeur pour les Maliens qui s'appêtent à observer le jeûne pendant le ramadan. Il faut ajouter que la fourniture intermittente d'électricité rendra difficile la préparation des repas et des boissons avant le lever du soleil, et rendra les conditions de vie généralement inconfortables pendant les longues journées de jeûne, en particulier dans les régions où les températures sont élevées.

Face à ces défis, de nombreuses familles maliennes seront contraintes de réduire leurs dépenses et à s'adapter à des conditions de vie plus modestes pendant le ramadan.

Hamidou B. Touré
ARC EN CIEL



Déficit de communication : Le talon d'Achille des autorités maliennes

Le président de la transition au Tchad, le général Mahamat Idriss Déby Itno, a annoncé samedi qu'il sera candidat à l'élection présidentielle du 6 mai, ont rapporté des médias locaux.

Depuis leur arrivée au pouvoir, les autorités de la transition au Mali ont été confrontées à une critique constante concernant leur gestion de la communication avec la population. Le déficit de communication est devenu une préoccupation croissante, alimentant les inquiétudes quant à la gouvernance des affaires publiques.

Une des principales plaintes concerne le manque d'informations claires et précises fournies par le gouvernement sur les décisions politiques, les réformes en cours et les initiatives prises pour faire face aux défis nationaux. Les citoyens se plaignent souvent d'un manque de transparence et d'une communication insuffisante sur les questions importantes qui les concernent directement.

Ce déficit de communication a des répercussions importantes sur la confiance du public envers les autorités. En l'absence d'informations fiables, les citoyens ont du mal à comprendre les motivations et les objectifs du

gouvernement, ce qui alimente le scepticisme et le mécontentement. La méfiance envers les autorités risque également de compromettre leur capacité à mobiliser le soutien nécessaire à la mise en œuvre de leurs politiques et réformes.

De plus, le manque de communication peut aggraver les tensions sociales et politiques en créant un climat d'incertitude et de confusion. Les rumeurs et les spéculations se propagent rapidement en l'absence d'informations officielles, ce qui peut conduire à des malentendus.

Pour remédier à ce déficit de communication, il est impératif que les autorités de la transition renforcent leurs efforts pour être plus accessibles. Cela implique de fournir des informations claires et précises sur les décisions gouvernementales, d'engager un dialogue ouvert avec la population et les médias, et de répondre aux préoccupations et aux questions des citoyens de manière transparente et proactive.

En conclusion, le déficit de communication des autorités de la transition malienne est une préoccupation majeure qui compromet la mobilisation populaire. Pour restaurer la confiance et renforcer la stabilité politique, il est essentiel que les autorités améliorent leur communication avec la population.

Y.A.C.
ARC EN CIEL



Le chef du gouvernement a invité à améliorer le maillage du territoire par la construction des postes de sécurité et de secours et les doter de moyens adéquats



Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

OCLEI: Ce qu'il faut savoir en 2022

- 23 activités de sensibilisation (ateliers, séminaires, formations, conférences) à travers le Mali.
- 2 063 personnes de toutes les couches socio-professionnelles ont été directement touchées.
- 23 dossiers transmis à la justice de 2019 à 2022 pour un montant de 23 milliards 855 millions de FCFA ; soit environ un dossier par personne.
- Les profils des personnes mises en cause sont : membres du Gouvernement, élus locaux, Administration générale, armée, justice, administrations financières, péage, affaires étrangères.
- Les biens illicites identifiés sont composés de bâtiments, terrains et comptes bancaires.
- Le nombre des déclarations de biens a baissé drastiquement. Elles ont diminué de 48,28%.
- L'OCLEI a fait faire une étude sur les techniques d'enrichissement illicite. Elle a montré que 50,70% des citoyens interrogés trouvent qu'il y a de la corruption à Kayes, 41,80% à Bamako, 40,90% à Ségou et 17% à Sikasso.
- 76% des citoyens interrogés estiment qu'il y a de la corruption dans les services des douanes, 74% pour la Justice, 72% pour les Impôts, 72% pour la Police et 39% pour les Eaux et Forêts.
- La même étude précise que les biens illicites acquis au Mali sont « exportés » dans les pays suivants par ordre d'importance : France, Sénégal, Côte d'Ivoire, Canada et Etats Unis d'Amérique.
- 85% des biens des cadres maliens sont constitués d'immeubles (maisons d'habitation, bâtiments commerciaux, fermes, terrains).
- Le Mali, depuis juin 2022, assume la charge de Premier Vice-Président de l'Association des Autorités Anti-Corruption d'Afrique (AAACA).
- Le Mali a été unanimement désigné par les pays membres de l'Association des Autorités Anticorruption d'Afrique pour abriter la 7ème Assemblée générale de l'organisation panafricaine de lutte contre corruption. Ces décisions consacrent le leadership du Mali dans la lutte contre la corruption en Afrique.



N° VERT

80 00 22

Mali:

La communication gouvernementale désormais entre les mains de vidéomans ?



Dans un contexte de transition politique, les autorités au Mali semblent accorder moins d'attention aux médias traditionnels, laissant ainsi les journalistes dans une position de délaissement au profit des vidéomans et des réseaux sociaux.

Depuis l'arrivée au pouvoir des autorités militaires, une réorientation des priorités semble s'opérer en ce qui concerne la communication et l'interaction avec les médias. Les conférences de presse régulières et les briefings médiatiques traditionnels ont été remplacés en grande partie par des interventions via les réseaux sociaux, notamment à travers des vidéos diffusées sur les plateformes en ligne.

Cette évolution n'est pas sans conséquences sur la vie des journalistes.

Elle a eu et continue d'avoir un impact significatif sur le journalisme traditionnel au Mali.

Daouda Diop, ancien journaliste ayant servi au Sénégal, regrette que « les journalistes, habitués à jouer un rôle clé dans la transmission de l'information et dans le maintien de la transparence et de la responsabilité des autorités, se retrouvent désormais relégués au second plan. La réduction de l'accès aux sources officielles d'information et la diminution des opportunités de poser des

questions directes aux décideurs politiques ont entravé le travail des journalistes et affaibli leur capacité à remplir leur rôle de garants de la démocratie ».

En parallèle, les vidéomans et les influenceurs sur les réseaux sociaux ont gagné en visibilité et en influence. « Leur capacité à créer et à diffuser du « contenu rapidement » leur a permis de devenir des acteurs majeurs dans le paysage médiatique malien ».

Le fait que les autorités de la transition privilégient les vidéomans par rapport aux journalistes peut avoir plusieurs conséquences : Les vidéomans ont très souvent une approche orientée et moins objective que les journalistes professionnels. En privilégiant ces acteurs, les autorités risquent de limiter la transparence dans leur communication avec le public.

En se détournant des journalistes traditionnels, le journaliste affirme que les décideurs risquent de perdre en crédibilité aux yeux du public national et international.

Les médias traditionnels sont souvent perçus comme des garants de l'objectivité et de l'intégrité journalistique, tandis que les vidéomans peuvent être perçus comme des acteurs plus partisans ou sensationnalistes.

Les journalistes ont souvent un accès privilégié aux sources officielles d'information et sont formés pour exercer le métier.

« Les vidéomans peuvent être plus facilement manipulés ou utilisés comme des outils de propagande par les autorités. En ne favorisant pas un journalisme indépendant et critique, les autorités risquent de favoriser la diffusion de discours unilatéraux et partisans ».

En résumé, le fait de privilégier les vidéomans au détriment des journalistes professionnels peut avoir des implications négatives sur la transparence, la crédibilité et l'accès à l'information dans un contexte démocratique. Il est essentiel de préserver un équilibre entre les acteurs médiatiques pour garantir une communication gouvernementale responsable et une démocratie robuste.

Mohamed Guindo

■ ARC EN CIEL

Mali

AEEM a une part de responsabilité dans les violences



Tenez-vous bien ! En février-avril 1993, elle a ouvert les hostilités contre le gouvernement. La crise scolaire connaît des développements graves et atteint son point culminant avec la démission du premier gouvernement de la troisième république, le 9 avril 1993.

Les 15 et 16 février, les étudiants de l'Institut polytechnique rural (IPR) de Katibougou saccagent la direction de leur école et la résidence du gouverneur de la région de Koulikoro, incendient les archives du gouverneur et de la direction régionale du plan et de la statistique, endommageant de nombreux véhicules appartenant à des fonctionnaires.

Les 22 et 23 février, les militants de l'Association des élèves et étudiants du Mali (AEEM), pour protester contre la décision de fermeture de l'Institut polytechnique rural de formation et

de la recherche appliquée (IPR/IFRA), investissent les locaux du ministère de l'Éducation nationale, bloquent les deux [02] ponts de Bamako, allument des feux dans toute la ville, bref paralysent les activités de la capitale pendant une grande partie de la journée. Une jeune fille qui voulait traverser le fleuve trouve la mort dans le naufrage d'une pirogue.

La crise scolaire prend une tournure politique avec les événements du 5 avril. Ce jour-là, arguant du fait que le gouvernement a donné sa bénédiction pour l'organisation d'un congrès



parallèle de l'AEEM, les scolaires ouvrent les hostilités. Plusieurs édifices publics et privés sont saccagés et brûlés: le siège de l'Assemblée nationale, les sièges de l'Alliance pour la démocratie au Mali-Parti africain pour la solidarité et la justice (ADEMA-PASJ) et de l'Union soudanaise-Rassemblement démocratique africain (US-RDA), le bâtiment du ministère des Mines, les domiciles privés du président de la République, du ministre de la Défense et du ministre de l'Éducation nationale, le siège de la Coopérative Jamana, les locaux du journal «Les Echos», etc. La crise scolaire a ébranlé les institutions de la République.

Le 9 avril, le Premier ministre Younoussi Touré remet au président de la République la démission collective du gouvernement qu'il avait formé dix (10) mois plus tôt, jour pour jour, c'est-à-dire le 9 juin 1992. La gravité de la crise a été décrite par le chef de l'État en ces termes: «La situation ne concerne ni un homme, ni un régime. Elle attaque les fondements mêmes de la Ré-

publique et de la démocratie. C'est l'intégrité de l'État et la sécurité intérieure qui sont menacées aujourd'hui». Et pourtant, à dire vrai, c'est le parti ADEMA-PASJ qui aurait une part de responsabilité dans le financement des activités de l'AEEM. Au demeurant, elle fut son armée rouge.

Match Mali-Togo dans la violence

Le 27 mars 2005, la défaite de l'équipe nationale de football du Mali contre celle du Togo, dans un match comptant pour la qualification à la phase finale de la coupe du monde et de la coupe d'Afrique des nations (CAN), sert de prétexte à une foule de mécontents et de vandales qui se livrent à des casses et des pillages dans la ville de Bamako durant une bonne partie de la nuit. Les dégâts sont considérables et n'ont pas manqué de rappeler aux Maliens les journées folles de janvier et mars 1991: artères jonchées de débris de pneus brûlés, enseignes lumineuses et feux de signalisation cassés, boutiques,

kiosques, restaurants et bars saccagés et incendiés, édifices publics et monuments endommagés.

Après avoir illustré le phénomène de la violence, il reste à l'expliquer. Les raisons majeures qui pourraient expliquer l'engrenage de la violence ressortissant à la légitimation de la violence, à l'affaiblissement de l'autorité de l'État et au rejet de l'État.

Comment a-t-on pu légitimer la violence comme système au Mali?

Ce sont les événements de janvier à mars 1991 qui ont largement contribué à parer les actes de violence du manteau de la légitimité. Pendant la lutte engagée par la rue et les forces sociales organisées contre le pouvoir en place, l'opinion publique était fortement acquise à l'idée suivante: toutes les formes de lutte, qu'elles soient pacifiques ou violentes, organisées ou spontanées, étaient les bienvenues dès lors qu'elles concouraient à faire plier le régime et à favoriser l'ouverture politique.



Ainsi, on avait autant d'admiration pour les initiateurs de la Lettre ouverte adressée au président de la République le 7 août 1990 pour exiger l'instauration du multipartisme. Que d'estime pour les badauds qui occupaient fréquemment la rue et s'attaquaient aux symboles de l'État. On louait autant le courage des militants du Congrès national d'initiative démocratique-Faso Yiriwa Ton (CNID-FYT) et de l'Alliance pour la démocratie au Mali-Parti africain pour la solidarité et la justice (ADEMA-PASJ) qui ont pris part à la marche commune du 30 décembre 1990 que la témérité des scolaires qui pillaient et brûlaient sans discernement les édifices publics et les domiciles privés des dignitaires du régime. Le processus

de légitimation de la violence a été renforcé par l'attitude de la classe politique propulsée au-devant de la scène après le 26 mars 1991.

Qui étaient les acteurs ? Les organisations de jeunes: Association des élèves et étudiants du Mali (AEM), Associations des diplômés initiateurs et demandeurs d'emploi (ADIDE), Association des jeunes pour la démocratie et le progrès (AJDP), Jeunesse libre et démocratique (JLD) qui étaient largement mêlées aux actes de violence entre janvier et mars 1991, ont littéralement été portées en triomphe, et par les leaders du Mouvement démocratique, et par l'autorité de fait mise en place par les auteurs du «coup d'État».

Les uns et les autres ont magnifié la bravoure, l'abnégation et le sens du sacrifice de la jeunesse qui ont rendu possible la victoire du peuple sur la dictature. Ce concert d'éloges, ajouté à la désignation des responsables de ces organisations dans le Comité de transition pour le salut du peuple (CTSP), l'instance dirigeante du pays pendant la période de transition, a fini par convaincre l'opinion publique que la paternité du changement revenait en grande partie à la jeunesse et que ses méthodes de lutte étaient tout à fait acceptables. La légitimation de la violence a fait le lit de l'impunité qui est un facteur aggravant du phénomène de l'engrenage de la violence.

■ Inter de Bamako

www.malikile.com



**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSÔ »**



**APPEL
GRATUIT**

**80001120
80001122**



**+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

TDR du Dialogue inter maliens pour Paix et la Réconciliation Nationale: Le Document sera remis au Président de la Transition ce lundi

Après 4 jours d'intenses travaux pour la validation des termes de référence du Dialogue inter maliens pour la paix et la réconciliation nationale, le Premier ministre Choguel Kokala Maïga a présidé dans la soirée du jeudi 29 février au Centre International de Conférence de Bamako, la cérémonie de clôture dudit dialogue. L'occasion fut opportune pour le président du comité de pilotage de ce dialogue, Ousmane Issoufi Maïga de préciser que ce lundi 4 mars aura lieu, la remise officielle des résultats des travaux de validation des TDR au Président de la Transition, Colonel Assimi Goïta.



Ont pris part aux travaux de la validation des termes de référence du Dialogue inter maliens pour la paix et la réconciliation nationale, selon le rapporteur général Boubacar Sow, environ 350 délégués. Au nombre desquels, des représentants des différents secteurs gouvernementaux, y compris le secrétariat général de la Présidence et le cabinet du Premier ministre, ainsi que des conseillers techniques des départements tels que l'Admi-

nistration Territoriale et de la Décentralisation, de la Défense et des Anciens Combattants, des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale, de la Réconciliation Nationale, de la Paix, et de la Cohésion Sociale, entre autres.

Le Rapporteur général a rappelé que le Président de la Transition a initié une dynamique visant à permettre une appropriation nationale de la gestion de la crise que traverse

le Mali. Dans cette dynamique, un comité de pilotage du Dialogue Inter-Maliens a été constitué, sous la direction de Ousmane Issoufi Maïga. De même, qu'après trois semaines de travail, ce comité a élaboré un avant-projet des TDR assorti d'une note d'orientation sur cinq thématiques, un règlement intérieur, ainsi qu'un plan de communication, soumis à l'approbation lors de l'atelier national de validation.



Les participants ont été répartis entre cinq commissions thématiques couvrant des domaines tels que : la paix, la réconciliation nationale, les questions politiques et institutionnelles, l'économie et le développement durable, la sécurité et la défense du territoire, ainsi que la géopolitique et l'environnement international. Que ces commissions ont travaillé de manière collaborative pour enrichir et finaliser les TDR, mettant toujours l'intérêt du Mali au-dessus de toute autre considération.

A ses dires, ces Termes de référence définissent le cadre général du dialogue, contextualisant les enjeux et les défis auxquels le Mali est

confronté, ainsi que les objectifs nationaux visant à restaurer la paix, la cohésion sociale et la réconciliation nationale. La méthodologie prévoit des activités préparatoires ainsi que des concertations au niveau local et national, culminant avec des échanges prévus à Bamako.

A la suite du Rapporteur général, le président du comité de pilotage Ousmane Issoufi Maïga dira qu'à cette étape, des réflexions ont été menées sur les meilleures conditions à réunir pour assurer la préparation et la tenue du dialogue inter maliens. Les échanges francs et directs ont abouti à des solutions et améliorations significatives proposées

par les différents groupes de travail, adoptées en séance plénière.

« Nous ne devons jamais nous lasser de nous parler, d'échanger sur nos réalités actuelles sur notre futur commun. Nous devons nous enrichir de nos douleurs, de nos crises par notre résilience, notre désir commun de faire le Mali de nos rêves. C'est cela le Dialogue inter maliens et c'est ce chemin que les conclusions des travaux de l'atelier national de validation des termes de référence vont nous aider à emprunter » a précisé le PM Choguel Kokala Maïga.

Par Fatoumata Coulibaly
Source : Le Sursaut

Abonnez-vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp:70 44 22 23 - Mail:@gmail.com

Site:www.malikile.com

Analyse des enjeux de pouvoir et du jeu des acteurs du Mouvement du 5 juin : Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP)

Pour paraphraser l'ancien N°10, Issa Kaou DJIM : « le M5-RFP, est mort de sa belle mort ». De quoi s'agit-il réellement ? En effet, la dissidence actuelle qui se dessinerait au sein du M5-RFP, au bord de l'explosion a donné un regain d'intérêt à certains membres fondateurs qui ne partageraient plus la vision du président du comité stratégique, en occurrence l'actuel Premier ministre, le Dr Choguel MAIGA, et seraient décidés de mettre en branle des stratégies de récupération du mouvement des mains de ce dernier et de son clan. Le clan de la dissidence reprocherait au Président du comité stratégique de travailler à disloquer le mouvement pour des fins personnelles et d'autres le soutiendraient, sous prétexte que les acteurs de la dissidence ne se battraient que pour des postes et non pour les causes nationales, au détriment de l'idéologie fondatrice du mouvement.

Au demeurant, depuis un certain moment, ils se livreraient à des guerres de communication dans les médias et sur les réseaux sociaux. Chaque clan chercherait à avoir un contrôle sur le mouvement et son emprise sur ses structures de base, pour s'imposer dans le dessein d'être courtisé par les militaires et être invité sur la table à MANGER de la NATION. Le clan de la dissidence reprocherait au président du comité stratégique de les isoler et profiter davantage des retombées du mouvement avec ses alliés. Or, ils ont mené la lutte pratiquement pendant six dans les rues de la capitale, même si, les militaires sont intervenus à la dernière minute, pour parachever la lutte populaire ayant conduit au coup d'Etat du 18



Aout 2020. Par ailleurs, la semaine dernière, le président du comité stratégique, le PM a procédé à l'abrogation des décrets de nomi-

nation de plusieurs membres du M5-RFP, en service à la primature. Toute situation qui aurait contribué à fragiliser la paix, la cohésion



sociale et les équilibres au sein du M5-RFP. Le fond de cette discorde ou opposition menée au sein du mouvement, résulterait d'un problème de légitimité du président du Comité stratégique du M5-RFP, par le clan de l'ancien ministre délégué à l'action humanitaire, éjecté du gouvernement, à la suite du dernier réaménagement ministériel. D'ailleurs, ce réaménagement a été l'occasion pour éjecter tous les ministres du M5-RFP, à l'except-

tion de l'actuel ministre des réformes, monsieur Ibrahim Ikassa MAIGA. Cependant, l'éjection des ministres du M5-RFP du gouvernement dirigé par leur Président du comité stratégique a jeté du discrédit sur ce dernier. Parce que certains auraient pensé que c'est une trahison de la part du PM.

Dans un premier cas, les différentes tendances qui se dessinaient sous l'eau glaciale, se sont

transportées aujourd'hui sur la place publique. Car, le vice-président par intérim, l'imam Oumar Diarra, aurait adressé une correspondance au Président du comité stratégique, en lui demandant de « clarifier sa position ». Mieux encore, lors de la conférence de presse du comité stratégique à la maison de la presse, le 03 mars 2024, l'Imam est allé loin dans les hostilités envers ce dernier « permettez-nous de conclure en

lançant un ultime appel à Choguel Kokalla Maïga, président du Comité stratégique, à rassurer face aux graves accusations de manipulation qui pèsent sur lui et sur sa responsabilité éminente dans la situation actuelle notamment après ses déclarations à l'issue de son meeting du 1 mars. Nous lui donnons 72 heures pour respecter le fait majoritaire, prononcer la nullité des sanctions commanditées, travailler à restaurer ». Ce qui aurait débordé le vase serait lié au refus du vice-président, Bouba K. Traoré de non-reconnaissance de l'élection d'un jeune : « Le refus du même Bouba K. Traoré de reconnaître les résultats de l'élection de Ibrahima Traoré dit Jack Bauer dont les candidats se sont imposés dans toutes les communes et entités renouvelées. A l'inverse, la quasi-totalité des candidats proposés par le camp qui avait choisi de s'opposer à lui au nom de Choguel a été éliminée. Pour ce faire, Bouba K. Traoré a osé fermer les portes du siège du MS-RFP le jour de l'assemblée générale électorale des jeunes le 3 février et appelé les forces de sécurité jusque dans la salle de réunion du Comité stratégique le 22 février 2024. Fort du soutien de son mentor Choguel Maïga, il a eu la prétention de suspendre ceux qui ont protesté contre de tels agissements en quittant la salle ».

Dans le second cas, la relation indiquerait des oppositions manifestées par certains membres proches de l'imam DIARRA, qui remettraient en cause la légitimité du président du comité stratégique, le président du comité stratégique à décider seul en leur nom, et se décideraient à poser des actes qui ne sont, ni de nature à honorer la vision stratégique, ni à fusionner les intelligences, les alliances stratégiques et l'entente en leur sein. Le climat de méfiance est devenu tendu avec la suspension de certains membres influents du M5-RFP par le comité stratégique, est perçue par le clan de l'imam Oumarou DIARRA et ses alliés comme une trahison et une récupération du mouvement par le

Président du comité stratégique et ses alliés. Ce faisant, eux et ainsi que leurs proches apparaissent relativement isolés et en conflits potentiels avec le clan de l'actuel président du comité stratégique du M5-RFP.

Cette opposition illustre le refus de partage de pouvoir (postes ministériels ou de directions générales et centrales pour certains cadres du M5-RFP) et indiquerait qu'il provient d'un manque de dialogue et de concertation entre les deux clans en rébellion pour la résolution des problèmes internes. Pour autant, le président du comité stratégique, non moins, Premier ministre, lors de sa rencontre avec les structures de base du M5-RFP, au pavillon des sports, aurait laissé entendre ceci : « Il y a des militaires qui cherchent à affaiblir le M5. Je les connais et je constate ce qu'ils font pour y parvenir. Je connais les noms de beaucoup d'entre eux et ils font leurs réunions toute la nuit. Ils veulent affaiblir le M5. Ils rassemblent les membres du M5-RFP pour leur faire croire que tous leurs problèmes viennent de leur président. On ne sait pas s'il veut être président ou pas. Ainsi, pour l'affaiblir, il faut dire que vous ne voulez pas de lui. De cette façon, quand il sera affaibli, il va se rendre ». Pour quel intérêt ? Se serait-il rendu compte que son poste est menacé à la tête de la primature ?

Historiquement, le M5-RFP, est un conglomérat d'acteurs, ce que les grands spécialistes en sociologie des organisations pourraient qualifier de « mouvement spontané de la société civile ». D'ailleurs, tous les observateurs éclairés en savaient que le M5-RFP n'avait pas un plan, à moyen et long termes pour la sortie de crise du pays, mais leur objectif était de faire partir le Président KEITA, car certains ministres ayant servi sous lui, n'auraient jamais accepté leur départ du gouvernement et être sevrés des deniers PUBLICS, parce que la perte d'un poste ministériel ou de directeur est assimilés à la

perte d'accès aux ressources publiques au Mali. En plus, culturellement personne ne veut être appelé ancien "ministre" dans ce pays. En outre, les acteurs potentiels du M5-RFP, n'étaient pas liés, ni par des convictions communes, ni par des visions communes, ni par des intérêts communs, mais par des situations de conjoncture, c'est-à-dire faire tomber l'ancien régime démocratiquement élu et se hisser au sommet de l'Etat pour la course aux postes et aux ressources publiques.

Pour preuve, le M5-RFP, n'avait pas été capable de s'entendre sur la proposition des militaires de désigner un Premier ministre en leur sein, puis qu'ils étaient tous issus (leaders) à l'exception de la branche des religieux de la vieille garde politique, et ne pouvaient aucunement se faire confiance, car ils se connaissaient suffisamment ayant servi tous les régimes ensemble, même celui du Président qu'ils ont réussi à faire tomber à travers la révolution de la rue. De ce fait, chacun connaissait mieux la capacité de nuisance de l'autre, comme ils sont tous plus ou moins responsables de l'effondrement de l'Etat-Nation du Mali, post-démocratique. Finalement, la rectification de la transition avait donné l'ultime choix au président de la transition de porter son choix sur l'actuel PM, sans consulter la direction du comité stratégique du M5-RFP. Et depuis la désignation de ce dernier au poste de Premier ministre, les dissidences avaient déjà commencé avec des attaques par presse interposée. En plus, depuis la rectification de la transition, l'ancienne autorité morale du M5-RFP, l'imam Mouhamoud DICKO, semblerait ne plus partager la vision de la transition et ne s'en cacherait pas à le dire à chaque sortie médiatique, entouré par ses fidèles. L'imam Diarra qui est issu du rang des leaders religieux, vait-il rejoindre l'imam DICKO avec ses partisans issus de la fissure ou fracture du M5-RFP, à son retour au pays, pour créer un autre mou-



vement de contestation du gouvernement de la transition dans les rues de la capitale ? La question reste posée ! Le temps nous le dira avec le retour de l'Imam DICKO au bercail.

Les enjeux de pouvoir, de légitimité et de leadership oscillent entre les deux clans (celui du président du comité stratégique et de l'imam Oumarou DIARRA et alliés), dans la mesure où les ambitions seraient de nature extrêmement différentes et parfois opposées, voire conflictuelles : le clan de la dissi-

dence dirigée par l'Imam Oumarou DIARRA, réclamerait l'héritage du M5-RFP et de ses idéaux et l'autre clan dirigé par le président du comité stratégique serait taxé d'être dans une dynamique de recherche d'options pouvoiristes. Nuance, certains acteurs du clan des frondeurs seraient aussi décrits par certains proches du président du comité stratégique du M5-RFP, le PM, comme des opportunistes et qui rechercheraient des alliances avec d'autres partis politiques, leaders religieux, mouvements syndicaux et autres acteurs de la

société civile pour faire affaiblir le Premier ministre, en vue de le faire chuter. Les tenants de la division interne, sont en construction d'alliances avec de nouveaux acteurs politiques, en dehors de certains membres traditionnels du M5-RFP. Ces dites alliances décrites opportunistes ; elles seraient consubstantielles de l'existence du M5-RFP. Par rapport au clan de l'Imam Oumarou DIARRA, le clan du président du comité stratégique, serait plus dans une relation d'indifférence quant à l'union et à la cohésion au sein du

mouvement populaire, les champs d'intervention étant relativement parallèles. L'adhésion de nouveaux membres au sein du M5-RFP, est de toute façon recherchée de manière systématique par les deux clans, en lutte pour exercer leur contrôle sur le mouvement ; mais la dissidence actuelle pourrait constituer un vrai handicap par rapport à cette attractivité, en termes de mobilisation des forces populaires de soutien aux actions du gouvernement de transition.

Le clan M5-RFP du président du comité stratégique, celui des forces populaires de soutien à la transition, serait dans une position plus confortable en provoquant de tensions particulières pour écarter ses anciens camarades de lutte, qui ne partageraient plus le schéma actuel de la transition, à l'exception toutefois, de certaines velléités de contrôle du mouvement et du choix du futur Président du comité stratégique du M5-RFP. Selon le clan opposé, le début des hostilités et des divisions internes du M5-RFP, seraient parti de la récupération du mouvement par le Président du comité stratégique, qui travaillerait en solo, sans consulter les autres membres fondateurs dans le but de les écarter. Cette situation exprimerait bien toute la contradiction conduite, telle qu'elle est menée réellement aujourd'hui, au renforcement des acteurs les moins légitimés par les structures de base de manière générale et souvent également les moins outillés pour mener ce travail de pacification et de restructuration de ces entités de base. Il convient de reconnaître d'une part que la tâche de certains qui joueraient à la division et à l'opportunisme est plus ingrate que so-

lidaire pour construire des visions communes autour des idéaux du M5-RFP. Cela étant, il reste que généralement dans la majorité des structures nationales et régionales, et de base communes, villages, hameaux, fractions, quartiers, la diaspora – la plupart des membres historiques apparentés à la vision du Président du Comité Stratégique, le Dr Choguel MAIGA, se reconnaissent plus facilement dans les représentants d'associations de base ou de fédérations et dont le travail accompli serait souvent plus proche des besoins de soutien à la transition. Mais avec l'exacerbation des tensions au sein du M5-RFP ; beaucoup d'entre eux chercheraient à se repositionner éventuellement dès l'annonce du calendrier électoral dans d'autres formations politiques ou mouvements sociaux, si des solutions idoines ne sont pas trouvées pour concilier les deux clans en rébellion pour le contrôle des structures de base. Si le M5-RFP avait acquis une forte légitimité populaire avec l'arrivée de leur Président à la tête du gouvernement de transition doté de structures de base bien institutionnalisées, suite au rapprochement du Dr Choguel aux forces populaires et de son engagement à trouver des solutions aux diverses crises qu'a traversées le pays.

Au fil des temps et des intérêts divergents, les positions ne s'accorderaient plus dans l'intérêt supérieur de la nation. Chaque clan serait dans une posture de recherche d'intérêts personnels. A la lumière de ces divisions qui se dessineraient au sein du M5-RFP, les représentants de ces structures et associations auraient difficilement

l'occasion de résister au regard des influences extérieures exercées sur eux et de certaines décisions impopulaires du Président du comité stratégique qui fragiliseraient du jour au jour la cohésion et l'union autour des valeurs cardinales incarnées. Cependant, certains observateurs et membres du M5-RFP montreraient à la fois la nécessité d'une re-légitimation de certains pères fondateurs isolés (suspendus), aujourd'hui par le vice-président du comité stratégique, mais également que celle-ci ne peut se concevoir sans l'accompagnement des autres acteurs influents, comme Mme Sy Kadiatou SOW, Cheick Oumar CISSOKO et de l'ancien Premier Modibo SIDIBE, qui auraient adopté une certaine méfiance notoire vis-à-vis des deux clans qui se battent pour le contrôle du M5-RFP.

Les mécanismes internes de résolution des crises du M5-RFP, à travers la mise en place d'une commission de médiation doivent prévaloir sur les dissensions et la fronde pour leur règlement. Le partage du pouvoir doit également être reconstruit au sein du M5-RFP, en dépassant les positions conflictuelles et partisans, au risque de fragiliser les acquis historiques, voire la naissance d'un nouveau front de contestation des autorités de la transition. Pendant ce temps, le peuple observe !

Dr Bréhima Mamadou KONE

Chercheur en Sciences Po

Expert en politique et administration électorales

Analyste politique

www.malikile.com

Dune étoilée: Des scientifiques résolvent le mystère qui se cache derrière les plus grands sables du désert de la Terre

L'âge de l'un des types de dunes de sable les plus grands et les plus complexes de la Terre a été calculé pour la première fois.

Les dunes étoilées – ou dunes pyramidales – doivent leur nom à leurs formes distinctives et atteignent des centaines de mètres de hauteur.

On les trouve en Afrique, en Asie et en Amérique du Nord, ainsi que sur Mars, mais les experts n'avaient jamais pu dater leur formation auparavant.

Les scientifiques ont découvert qu'une dune appelée Lala Lallia au Maroc s'est formée il y a 13 000 ans.

Les dunes étoilées sont créées par des vents opposés qui changent de direction. Comprendre leur âge aide les scientifiques à comprendre ces vents et à comprendre le climat de cette époque, explique le professeur Geoff Duller de l'université d'Aberystwyth, qui a publié la recherche avec le professeur Charles Bristow de l'université de Birkbeck.

Lala Lallia (un nom indigène amazigh signifiant le point sacré le plus élevé) est située dans la mer de sable de l'Erg Chebbi, au sud-est du Maroc. Il mesure 100 m de haut et 700 m de large avec des bras rayonnants.

Après sa formation initiale, sa croissance a cessé pendant environ 8 000 ans, puis s'est rapidement développée au cours des derniers milliers d'années.

Normalement, les déserts peuvent être identifiés dans l'histoire géologique de la Terre, mais les dunes étoilées étaient absentes jusqu'à présent.

Le professeur Duller dit que cela peut être dû au fait qu'elles sont si grandes que les experts n'ont pas réalisé qu'il s'agissait d'une dune distincte.

"Ces découvertes surprendront pro-



bablement beaucoup de gens car nous pouvons voir à quelle vitesse cette énorme dune s'est formée et qu'elle se déplace à travers le désert d'environ 50 cm par an", ajoute-t-il.

Les scientifiques ont utilisé une technique appelée datation par luminescence pour déterminer l'âge de la dune étoilée.

La méthode calcule la date à laquelle les grains de sable ont été exposés pour la dernière fois à la lumière du jour.

Des échantillons de sable ont été prélevés dans l'obscurité au Maroc et analysés dans un laboratoire dans des conditions de faible lumière rouge, similaires à celles d'un atelier de photographie à l'ancienne.

Le professeur Duller décrit les grains minéraux contenus dans le sable comme de « petites piles rechargeables ». Ils stockent dans les cristaux l'énergie provenant de la radioactivité de l'environnement naturel.

Plus le sable reste longtemps en-

fouï sous terre, plus il est exposé à la radioactivité et plus il accumule d'énergie.

Lorsque les grains sont exposés en laboratoire, ils libèrent de l'énergie sous forme de lumière et les scientifiques peuvent calculer leur âge.

"Dans notre laboratoire sombre, nous voyons la lumière de ces grains de sable. Plus la lumière est brillante, plus les grains de sédiments sont vieux et plus ils ont été enterrés longtemps", explique le professeur Duller.

D'autres exemples de ces immenses dunes incluent Star Dune dans le Colorado, en Amérique du Nord, qui est la plus haute dune des États-Unis, mesurant 225 m de la base au sommet.

Escalader ces dunes est un travail difficile, explique le professeur Duller. "Quand vous montez, vous montez deux et reculez d'un. Mais ça vaut le coup : ils sont absolument magnifiques vus du haut", dit-il.

Source: BBC

Koupit Adamou : La démocratie chinoise est orientée vers la promotion de l'intérêt de la nation



La Chine constitue un modèle de développement économique pour les pays africains, mais pas seulement. Au point de vue politique, la démocratie chinoise, moteur du développement de haute qualité de la Chine, grandit également en popularité en Afrique, comme en témoignent plusieurs acteurs politiques majeurs du continent.

En prévision des Deux Sessions, à savoir les réunions annuelles de l'Assemblée populaire nationale (APN) et du Comité national de la Conférence consultative politique du Peuple chinois (CCPPC), qui se déroulent en mars 2024 en Chine, M.

Koupit Adamou, député à l'Assemblée nationale du Cameroun, partage dans une interview accordée à CGTN Français, ses réflexions sur la démocratie chinoise.

Selon M. Koupit, la démocratie chinoise est orientée vers la promotion de l'intérêt de la nation. Il affirme notamment que « les deux instances qui vont se tenir en mars sont l'expression d'une démocratie orientée vers la promotion du développement et du bien-être de la nation chinoise ». En effet, l'avantage du modèle politique chinois consiste dans le fait qu'il « limite les possibilités de copinage, les possibilités d'exploiter le pouvoir pour des in-

térêts personnels ou pour des amitiés, ce qui oriente donc aussi bien le choix des acteurs publics que la gouvernance vers le seul objectif de promouvoir le développement ».

Sur base du modèle de démocratie chinoise, M. Koupit s'oppose donc à un modèle universel de démocratie. Selon lui, « la démocratie, si elle doit atteindre les objectifs visés, devrait tenir compte des spécificités de chaque région, chaque pays, pour pouvoir mieux l'adapter au contexte culturel, aux réalités historiques et culturelles, et aux enjeux du développement ».

Source : cgtn.com

Koupit Adamou : La Chine vient avec un esprit de coopération nouveau

CGTN
FRANÇAIS

Koupit Adamou :

La Chine vient avec un esprit de coopération nouveau

La coopération sino-africaine est une priorité aussi bien pour la Chine que pour l'Afrique. Les résultats probants du partenariat gagnant-gagnant renforcent la confiance mutuelle, et font grandir les attentes des populations, ainsi que celles des acteurs politiques majeurs.

À l'aube des Deux Sessions, à savoir les réunions annuelles de l'Assemblée populaire nationale (APN) et du Comité national de la Conférence consultative politique du Peuple chinois (CCPPC), qui se déroulent en mars 2024 en Chine, M. Koupit Adamou, député à l'Assemblée nationale du Cameroun, livre dans une interview accordée à CGTN Français,

son analyse et ses attentes concernant la coopération sino-africaine.

Selon M. Koupit, « la popularité de la Chine en Afrique est croissante. Et c'est avec une croissance exponentielle ». Ce phénomène s'explique par le fait que la coopération sino-Africaine correspond aux besoins des pays africains, et aux aspirations des peuples africains. En effet, affirme M. Koupit, « La Chine vient avec un esprit de coopération nouveau, une coopération respectueuse du partenaire, une coopération fondée sur le développement ». Il ajoute que « La Chine respecte, vient coopérer avec vous, dans le domaine du développement, même dans le domaine politique, mais la Chine n'impose pas les

orientations ».

En termes d'attentes quant aux perspectives futures, M. Koupit estime que l'Afrique a une opportunité à saisir. Il affirme que les Etats africains ne doivent pas seulement « rester à bénéficier des aides au développement, mais chercher également à coopérer avec la Chine surtout dans le domaine du transfert de technologie ». A cet effet, concernant la coopération entre la Chine et le Cameroun en particulier, M. Koupit a émis le souhait « qu'on apprenne aux Camerounais comment maintenir des bijoux que la Chine donne, comment fabriquer des choses élémentaires ».

Source: cgtn.com

Edmonde Fonton : Les relations sino-africaines s'inscrivent dans des perspectives intéressantes au bonheur des peuples africains et chinois

CGTN
FRANÇAIS

Edmonde Fonton :

Les relations sino-africaines s'inscrivent dans des perspectives intéressantes au bonheur des peuples africains et chinois

À l'occasion des deux sessions annuelles de l'Assemblée populaire nationale (APN) et du Comité national de la Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC), qui sont en cours à Beijing, Edmonde Fonton, députée à l'Assemblée nationale du Bénin, a livré sa vision des relations sino-africaines dans une interview accordée à CGTN Français.

Pour la députée béninoise Edmonde Fonton, la Chine est un partenaire historique de l'Afrique. Elle a été aux côtés des pays africains depuis la lutte pour l'indépendance jusqu'à nos jours. « La Chine, depuis les années 50, jusqu'aux années 60, a été toujours aux côtés des pays en lutte pour l'indépendance, et donc forcément aux côtés de l'Afrique.

En dehors des relations, des enjeux économiques, nous pouvons dire que la Chine a des relations d'amitié solidement bâties dans le temps avec l'Afrique », a déclaré Edmonde Fonton. Sur les chantiers du développement en Afrique, la parlementaire a indiqué la Chine est présente dans la construction d'infrastructures, l'octroi de bourses d'études et bien d'autres domaines. Aux dires de Mme Fonton, les relations sino-africaines s'inscrivent dans des perspectives intéressantes au bonheur des peuples africains et chinois.

A l'entendre, l'initiative « la Ceinture et la Route » portée par la Chine est une bonne plate-forme de coopération d'autant plus qu'elle contribue à désenclaver des contrées des États africains à travers la réalisa-

tion d'infrastructures routières. « Cette initiative de l'État chinois est vraiment quelque chose de positif, il faut le dire, et souhaiter qu'elle se renforce, au grand bonheur des populations africaines », a laissé entendre Edmonde Fonton.

Toutefois, elle a relevé la nécessité d'améliorer la qualité de la coopération sino-africaine en incitant les États africains à réfléchir à la contrepartie conséquente à offrir à la Chine. « Il faut que les États africains trouvent la contrepartie juste et bien, pour que la coopération sino-africaine soit des plus équilibrées, et des plus avantageuses, aussi bien pour les populations africaines, que pour les populations chinoises », a-t-elle souligné.

Source : cgtn.com

Coupe CAF : Les blancs ont été corrigés par la RS de Berkane (Maroc)

En déplacement au Maroc pour le compte de la 6^e journée de la coupe de la confédération, le Stade Malien de Bamako, déjà qualifié pour les quarts, a enregistré sa plus lourde défaite depuis le début cette campagne.

Après sa victoire in extrémis face aux Diables Noires du Congo Brazza, il y a une semaine, signe de franchir la prochaine étape,

le Stade Malien de Bamako était en déplacement, ce dimanche, chez le leader du groupe D, la Renaissance Sportive de Berkane, pour clôturer cette phase.

Les Maliens, qui avaient perdu face à cette équipe à domicile lors de la manche aller en décembre dernier, ont à nouveau chuté (3 - 0). C'est leur pire défaite depuis le début de la compétition.

Malgré cette lourde défaite, les blancs ont réalisé un bon parcours dans cette première partie. Un parcours qui leur permet d'ailleurs de se qualifier en terminant à la 2^e place du groupe avec 10 points derrière leur adversaire du jour qui en compte 14 de points. Il faut noter que depuis 2013, les sociétaires de Sotuba n'avaient pas atteint ce stade de la compétition.

S. Guindo/Malijet.com





Bélier (21 mars - 19 avril)

Votre activité professionnelle vous plaît, mais vous avez de plus en plus de mal à vous mettre au travail. C'est peut-être le signe qu'il faut prendre un peu de recul avec vos collègues et vos missions quotidiennes. Vous en reviendrez plus en forme que jamais, et vous pourrez reprendre votre travail de façon efficace. Ou vous prendrez une décision importante pour l'avenir de votre vie professionnelle... Réfléchissez bien !



Taureau (20 avril - 19 mai)

Votre humanité et votre intuition sont vos atouts dans votre travail. Faites confiance à votre instinct pour prendre les bonnes décisions au boulot. En vous positionnant et affirmant vos choix réfléchis, votre entourage professionnel permettra de comprendre le fil conducteur qui vous anime et le pourquoi de vos actions. Vous pourriez également jouer un rôle de soutien pour votre équipe, qui voit en vous quelqu'un d'empathique.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous croyez à tort que votre ancienneté vous permet de faire tout ce que vous voulez, sans jamais rendre de comptes à personne. Même si vous avez beaucoup d'expérience et que vous êtes compétent, il y a toujours des limites à ne pas dépasser. Nul n'est au-dessus des lois. Pensez plutôt à exploiter vos qualités à des fins utiles, en offrant votre aide, et en proposant des idées novatrices, par exemple.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Aujourd'hui, vous aurez intérêt à travailler en équipe et à interagir avec vos collègues. Profitez-en pour apprendre d'eux et favoriser le partage de compétences et de connaissances. Vous pourriez découvrir de nouvelles approches et idées pour améliorer votre propre travail. Ne restez pas isolé, vos projets n'avanceront que si vous collaborez en bonne intelligence avec vos collègues. L'union fait la force.



Lion (22 juillet - 23 août)

Vous aurez tendance à être dispersé et distrait aujourd'hui. Cela pourrait entraîner des difficultés dans votre communication. Afin de rester efficace, peut-être pourriez-vous envisager de planifier des temps clairs de repos pour vous recentrer et ainsi améliorer la clarté de vos échanges professionnels. Un simple ajustement de la sorte peut grandement contribuer à renforcer votre productivité.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Si la peur de la routine peut vous effrayer, vous ressentez le besoin de vous centrer sur des tâches importantes quoique répétitives. Vous éprouvez une grande joie à travailler dans ces conditions, et personne ne trouve rien à redire à votre travail. Il se peut que vos perspectives de carrière soient beaucoup plus nettes après cela. Les encouragements de vos proches vous seront très précieux.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Restez ouvert aux idées nouvelles et originales. Votre approche optimiste favorise la créativité et l'innovation. Encouragez les échanges d'idées et soyez prêt à expérimenter de nouvelles méthodes. C'est votre capacité à embrasser le changement avec confiance qui vous distinguera dans un monde professionnel en constante évolution. L'optimisme, allié à votre ouverture d'esprit, constituera le moteur de votre succès professionnel en continu.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous vous sentez bien au travail, et cela se voit. Vos supérieurs vous remarquent et vous félicitent pour les dernières missions accomplies. Une petite augmentation serait-elle envisageable en fin de période ? Ce sont en tout cas des points positifs qui peuvent faire pencher la balance. Quant à vos collègues, ils se demandent quelles vitamines vous prenez le matin pour être en si bonne forme. Pas de jalousie, que des compliments !



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous hésitez à prendre une décision qui changera le cours de votre carrière. Les astres sont à vos côtés aujourd'hui pour que vous fassiez le bon choix. Ils mettront plusieurs signes sur votre route, à vous de les débusquer et d'en tirer les bonnes conclusions. Quel que soit votre choix, faites-le de façon éclairée, et une fois que vous aurez pris une décision, vous vous sentirez apaisé et prêt à aborder cette nouvelle vie.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous allez devoir faire face à des contrariétés dans votre vie professionnelle. Gardez néanmoins une perspective positive. La confiance en vos compétences et en votre capacité à surmonter les obstacles est essentielle. Ne vous détournez pas de vos objectifs, créez un plan d'action clair et définissez des étapes afin de les atteindre malgré les défis à relever et les problèmes à résoudre.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Une personne de votre entourage professionnel pourrait bien vous confier quelque chose qui aura un impact positif sur votre journée. Saisissez cette opportunité précieuse pour renforcer vos liens avec vos collègues et pour créer une plus grande cohésion dans votre environnement de travail. Grâce à votre productivité et à votre sens de l'organisation, vous pourriez être moteur d'une nouvelle dynamique positive au sein de votre équipe.



Poisson (19 février - 21 mars)

Vous avez l'impression que vous n'allez jamais avoir assez de temps pour accomplir toutes vos tâches ? Avant de paniquer, prenez le temps d'analyser calmement ce que vous avez à faire et ce qui est urgent. Si certaines tâches qui ne peuvent pas attendre demain vous semblent insurmontables, n'hésitez pas à demander de l'aide à vos collègues et à déléguer. Ils seront ravis de vous prêter main-forte comme vous l'avez fait pour eux auparavant.

L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Commission de promotion de la justice et de la médiation
KASSOUMI invite les acteurs de la justice à la pédagogie à l'Assemblée
1273 Malikilé



Irregularités financières à l'OMH
Kamena lève le voile!



Les enfants de Badalabougou servis

Commission de finalisation du projet de Constitution
Le rêve brisé
1274 Malikilé



Yehb Samaka
Les enfants de Badalabougou servis



Le président Cissé reçoit la délégation de la Commission de l'UA

Séance édition de la Nuit de l'Entrepreneur: Un rendez-vous d'affaires et de partage d'idées novatrices
1275 Malikilé



ASE
Le président Cissé reçoit la délégation de la Commission de l'UA



Ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports
Amnata Dicko aux Nations Unies

Modi Salim Elvirigim Moussa Faki Mahamat reçu par Assimi Goita
1276 Malikilé



Amnata Dicko aux Nations Unies
La grosse arnaque!



Ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports
Des élèves exposés à la querelle populaire

Gestion des fonds d'aménagement et de protection des forêts et de la faune. La Vérificateur Général dénonce 1.998.509.262 FCFA d'irrégularités financières
1277 Malikilé



Projet SWELCO et autonomisation des femmes
242 filles et femmes installées



Le responsable des Droits de l'Homme persona non grata
1279 Malikilé

Le responsable des Droits de l'Homme persona non grata
1279 Malikilé



Président Mounthana
Mounthana Tall en robe pour défendre l'Islam et le HCIM



Le responsable des Droits de l'Homme persona non grata
1278 Malikilé

AIDE: Me Moustapha Cissé, l'homme de la situation
1278 Malikilé



Economie et gestion
Fcfa ou monnaies nationales. De quoi ont peur les pays de la zone franc?



Le responsable des Droits de l'Homme persona non grata
1280 Malikilé

Markina Faso. Des élèves exposés à la querelle populaire
1280 Malikilé



Finalisation de l'évent-projet de Constitution
Les travaux débuts aujourd'hui!



Le responsable des Droits de l'Homme persona non grata

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé

+223 70 44 22 23

ampikile@gmail.com

www.malikile.com